

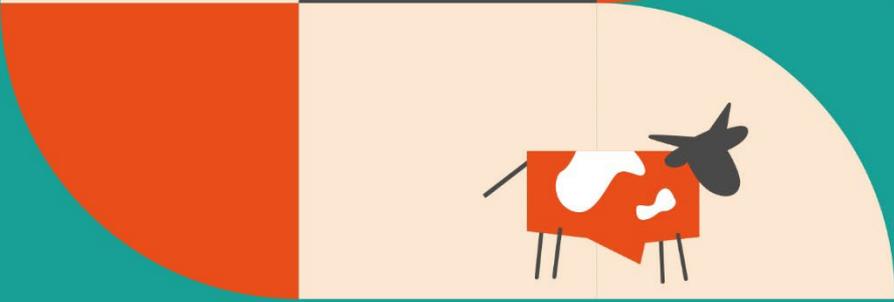
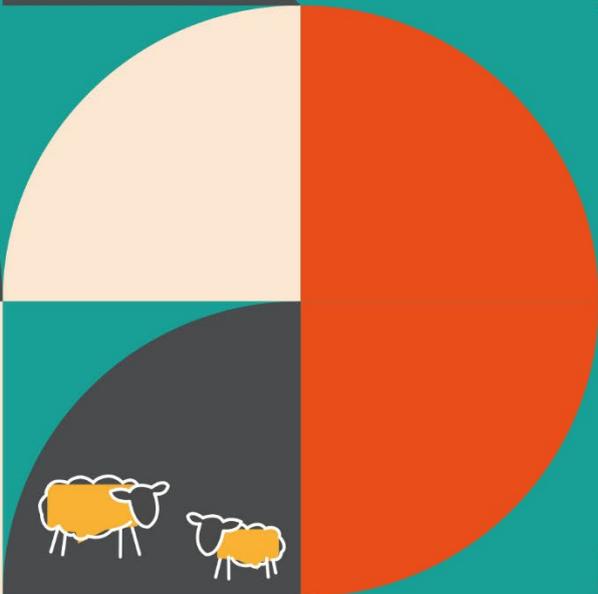
Analyses & Perspectives

Agricoles
Vendéennes



2024

Présentation des résultats de l'année 2023



RÉFÉRENCES ÉCONOMIQUES VENDÉENNES

02

CONTEXTE DE
L'ANNÉE

03

LA FERME
VENDÉENNE

06

PRODUCTION
LAITIÈRE

10

BOVINS
ALLAITANTS

14

PRODUCTION
CAPRINE

18

PRODUCTION
PORCINE

23

AVICULTURE

28

CUNICULTURE

33

CÉRÉALES

38

LEXIQUE

Édito



Ce guide a pour objectif d'apporter une analyse des résultats économiques des différentes filières agricoles vendéennes.

Située au plus proche du terrain, notre expertise des métiers de nos adhérents et de leur environnement nous permet de comprendre, d'analyser les performances économiques et d'identifier des perspectives et enjeux forts.

Les résultats 2023 varient différemment selon les filières et selon la spécialisation des systèmes. Pour une deuxième année consécutive, l'élevage avicole a été touché par l'influenza aviaire qui a bouleversé l'ensemble de la filière. L'année culturale 2023 a été particulière notamment avec des baisses de prix significatives.

Ces dernières années, les aléas climatiques, sanitaires et l'hétérogénéité des conjonctures ont bouleversé les revenus des exploitations agricoles. Afin de limiter l'impact de ces différents éléments, la capacité à anticiper et la résilience des exploitations sont essentielles.

Les résultats et les éléments de conjoncture présentés dans ce guide sont autant d'informations à valeur ajoutée au service de notre accompagnement.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Jean-Michel Denoue, Président de Cerfrance Vendée.

LA FERME VENDÉENNE



2350
Exploitations

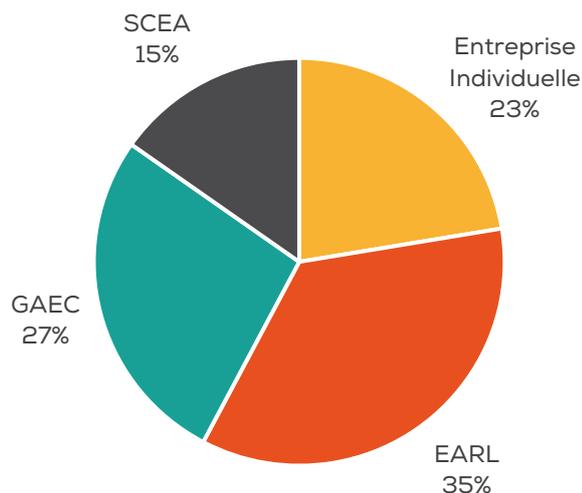


2,2 UTH dont
1,6 UTHe

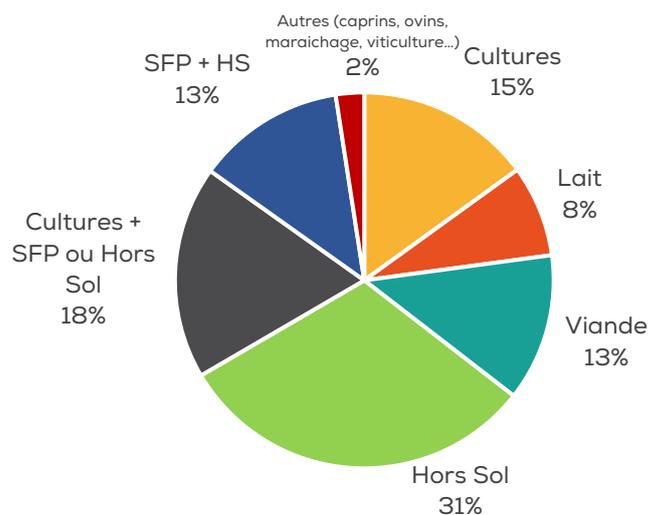


115 ha de SAU dont
59 ha de SFP

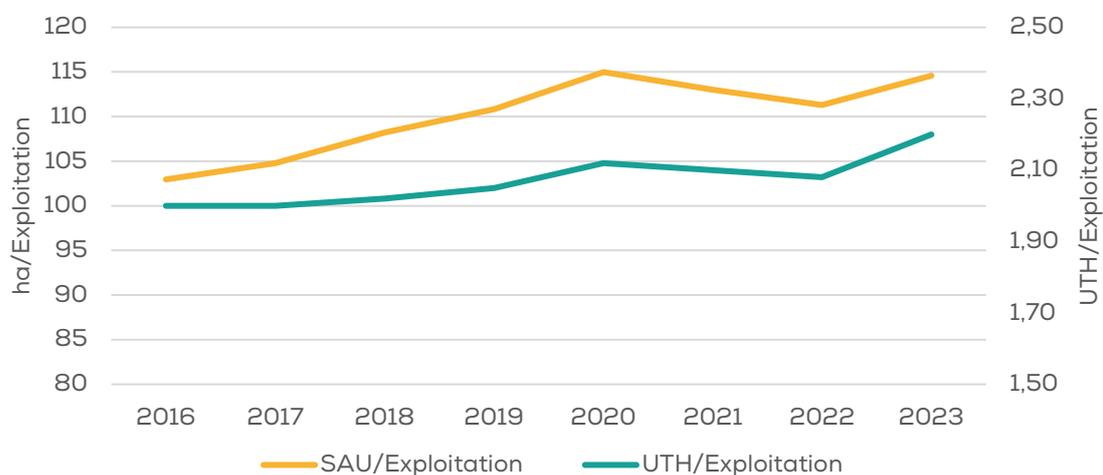
Structures juridiques



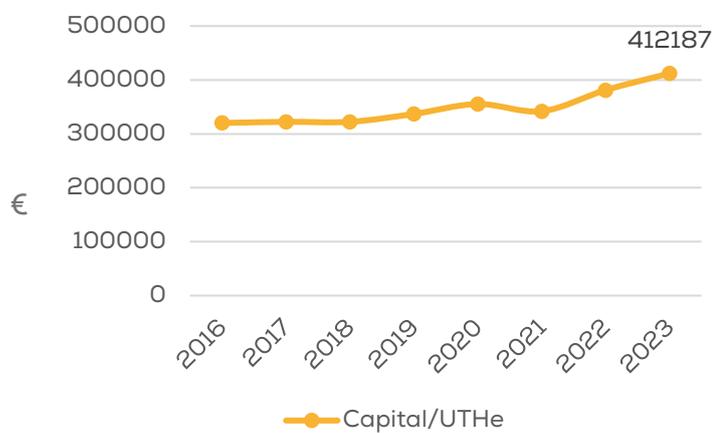
Filières de production



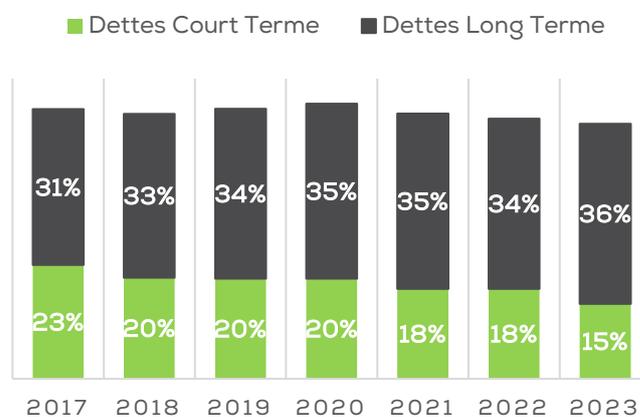
Évolution des facteurs de production



Évolution du capital d'exploitation



Taux d'endettement



Taux endettement 67 %



Taux endettement 40 %



Taux endettement 53 %

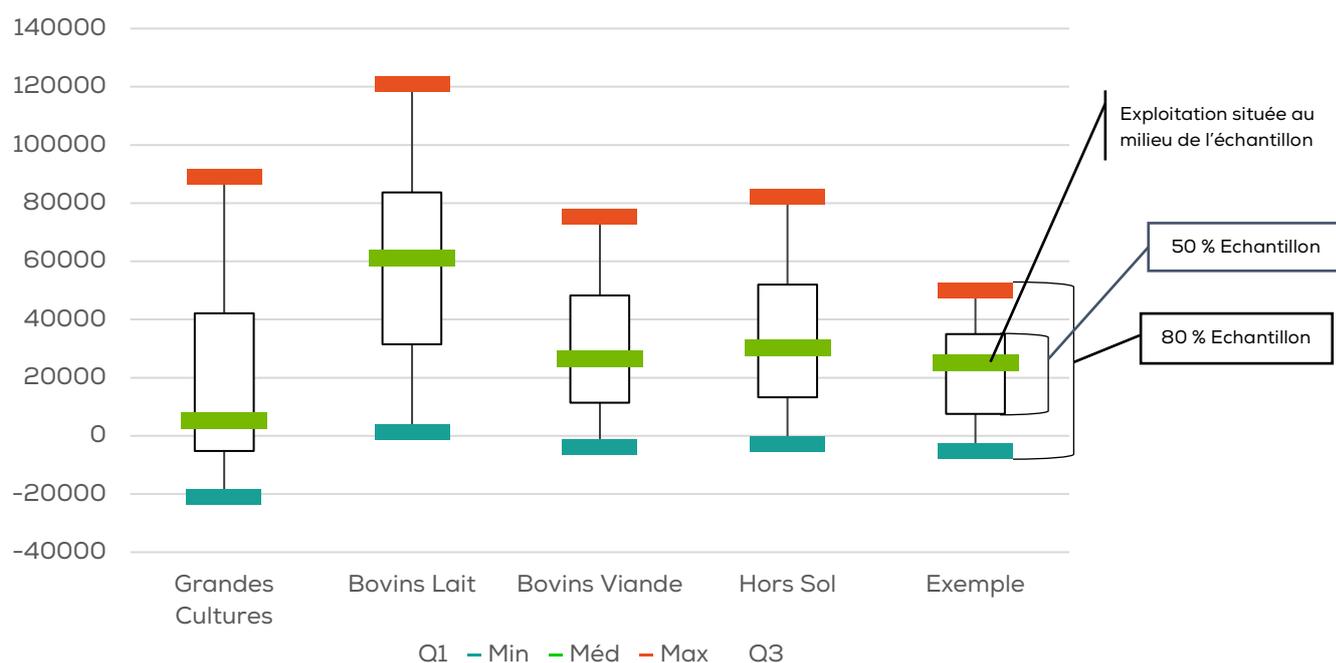


Taux endettement 49 %



Approche résultat	EBE / UThé 71 255 €	Approche trésorerie
Amortissements / UThé : 30 343 € + Frais financiers / UThé : 3 761 € Soit 48 % de l'EBE / UThé		Annuités / UThé : 32 531 € Frais financiers CT / UThé : 1 457 € Soit 48 % de l'EBE / UThé
Résultat Courant / UThé : 37 151 € Soit 52 % de l'EBE / UThé		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 37 267 € Soit 52 % de l'EBE / UThé

Dispersion du Revenu Disponible en € / UTH exploitant



PRODUCTION LAITIÈRE





Capital / UTHe
492 760 €



Cheptel
115 VL



SAU 146 ha
Dont SFP 126 ha

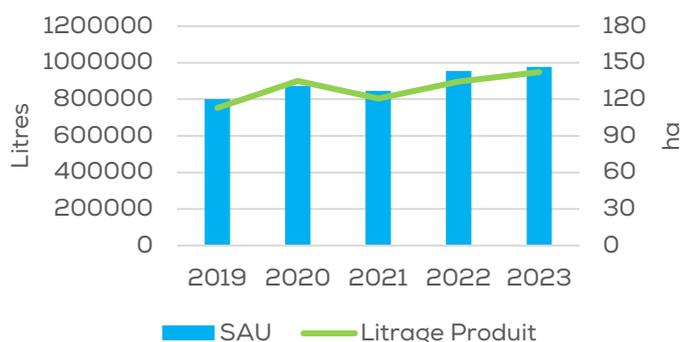


MO 2,68
Dont 2,06 UTHe

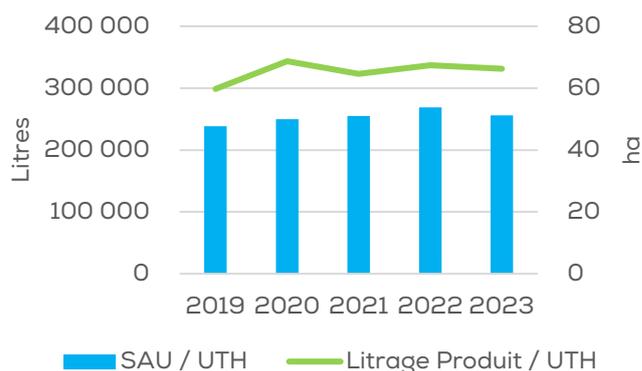
Un exercice 2023 exceptionnel, dans la continuité de 2022

La forte progression du prix payé aux producteurs a profité à la consolidation financière et à l'amélioration des revenus des exploitations laitières. Le prix payé a amorcé une baisse sur fin 2023, en parallèle de la hausse conjoncturelle des charges (aliments, engrais, charges de structure notamment). Point de vigilance important face à l'inertie de la hausse des charges de structure. Enjeu incontournable de sécurisation du revenu, dans un contexte de réchauffement climatique propice aux événements climatiques exceptionnels.

Moyens de production / exploitation

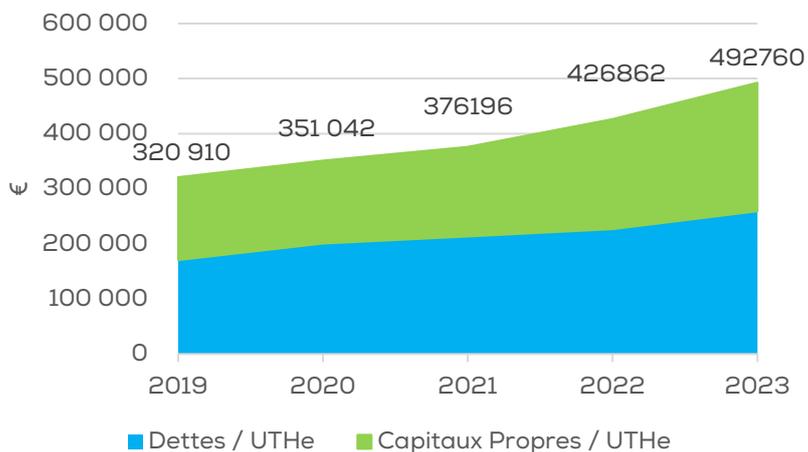


Productivité de la main d'œuvre



Les tailles de structures (en surface et en capitaux) ne cessent de croître et suivent la tendance de fond depuis des années, en lien avec l'amélioration des moyens de production. En surface, tout comme en cheptel, l'augmentation est de l'ordre de 20 % sur 4 ans. La productivité de la main d'œuvre semble toutefois atteindre un palier, autour de 55 ha/UTH et 330 000 L/UTH.

Composition du passif / UTHe



Les années 2022 et 2023 resteront des années de forte consolidation des exploitations, avec un actif par UTH exploitant qui décolle de 31 %.

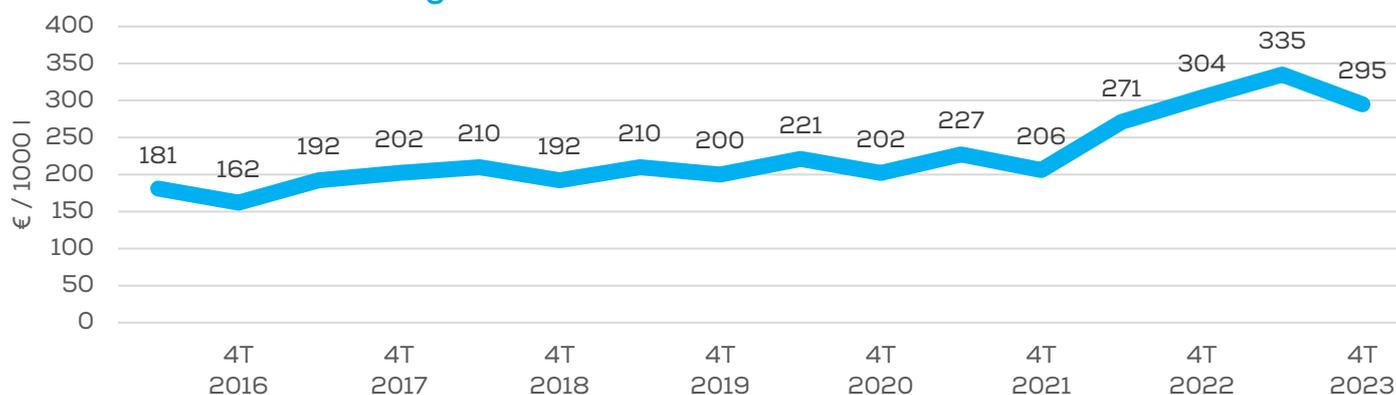
Les capitaux propres continuent de progresser plus vite que les encours bancaires, ce qui témoigne d'une 2^e année consécutive d'amélioration des trésoreries. On note par ailleurs la reprise des investissements pour financer les projets.

Évolution du prix du lait



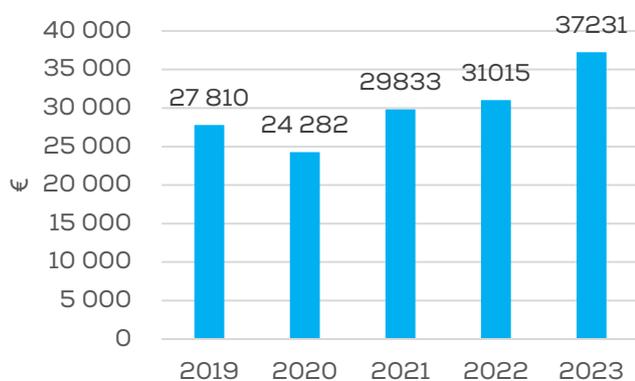
Entre fin 2021 et début 2023, la progression du prix du lait a été spectaculaire. Sur la fin 2023, il recule légèrement pour se stabiliser sur un nouveau palier sur 2024, bien au-dessus des moyennes sur 5 ans.

Évolution de la marge brute / 1000 L



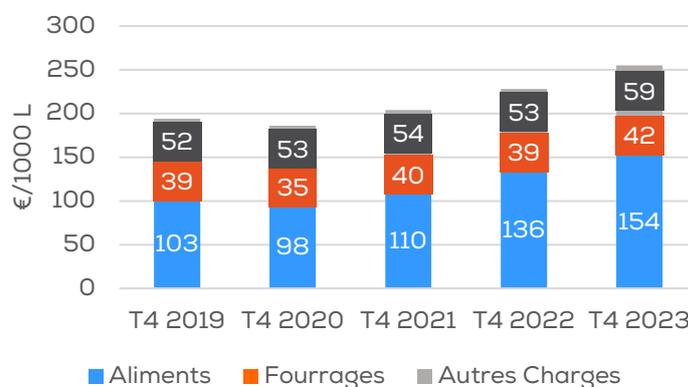
Après avoir atteint des niveaux record de marge brute début 2023 autour de 330-340 €/1000L, la hausse des charges opérationnelles érode la marge brute. La baisse des prix de vente des réformes équivaut à environ 8 €/1000L.

Investissement (€/UTHe)



Un effet rebond logique après 2 années de consolidation. Une partie de la hausse s'explique aussi par l'inflation généralisée sur l'énergie et les matériaux, entrant en compte dans les prix d'achat des immobilisations.

Évolution charges opérationnelles / 1000 L



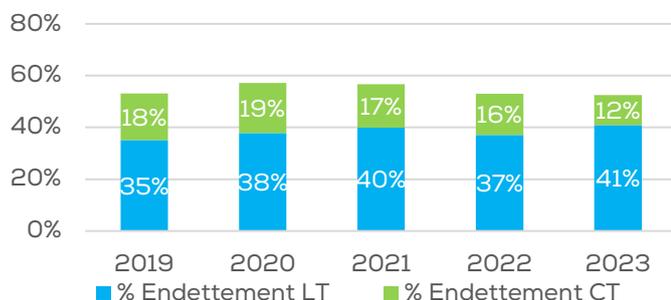
La hausse se ressent surtout sur l'aliment acheté, en lien avec un effet volume, mais aussi du prix à la tonne (+15 €/T). L'engrais, souvent acheté à l'été 2022, ainsi que les services techniques et de conseil associés à l'élevage, sont aussi en augmentation.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 98 832€	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 34 699 € + Frais financiers / UTHe : 4 882 € Soit 40 % de l'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 42 920 € Frais financiers CT / UTHe : 1 526 € Soit 45 % de l'EBE / UTHe
Résultat Courant / UTHe : 59 251 € Soit 60 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 54 386 € Soit 55 % de l'EBE / UTHe

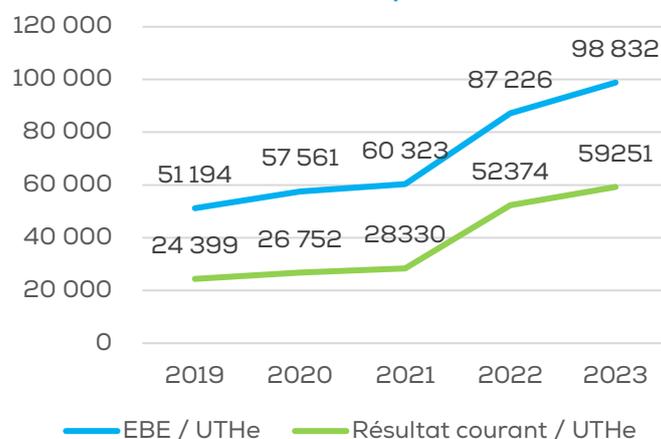
En 2023, l'EBE/UTHe progresse encore à 98 832 €, bien au-dessus des moyennes de 50-60 000 € dégagées depuis plusieurs années, post crise laitière. Concernant l'utilisation de l'EBE, les rapports se maintiennent depuis 2 ans, avec un disponible pour prélèvements qui avoisine les 60 % contre 40 % historiquement. Deuxième année de suite se traduisant à court terme par une nette amélioration des trésoreries des exploitations laitières. La modernisation des outils se poursuit, avec un regain d'investissement notable en 2023. Le coût des intérêts pèse davantage.

Taux d'endettement

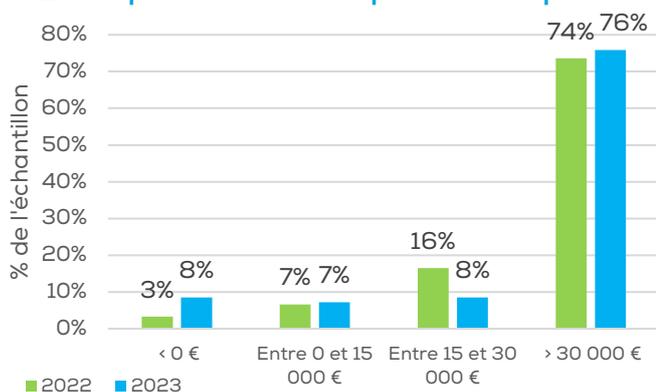


Basculement de l'endettement court terme vers du passif à long terme. Les situations financières de la majorité des fermes se consolident. Les résultats dégagés atteignent des niveaux sans précédent.

Résultats économiques en € / UTHe



Répartition des exploitations par classe de revenu disponible



Repères des exploitations spécialisées Lait

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
EBE/1000 l	144	134	145	193	213	166
Prix du Lait / 1000 l	356	360	378	418	483	399
Marge Brute / 1000 l	219	218	228	271	272	242

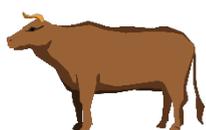
Les hausses de revenus cachent pour autant des disparités de situations, avec des écarts qui se creusent entre le quart supérieur et le quart inférieur.

BOVINS ALLAITANTS





Capital
497 138 € / UThe



Cheptel
88 VA / 192 UGB



SAU
144 ha dont
118 ha SFP



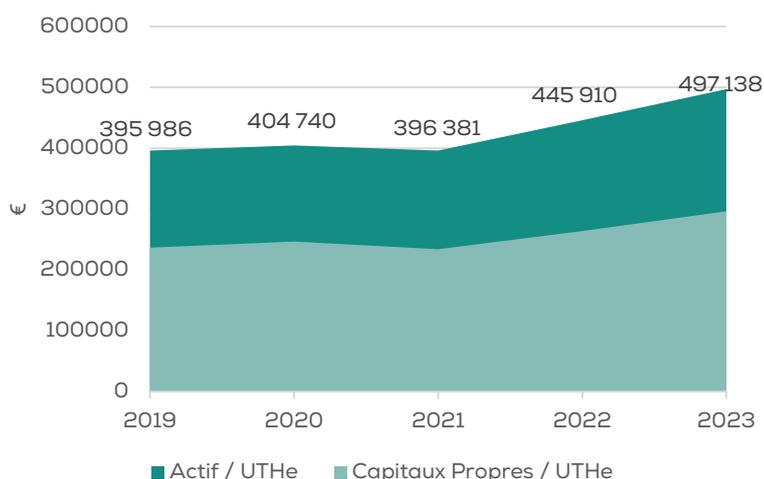
Main d'œuvre
1,71 UTH dont
1,46 UTH exploitant

Des prix de marché toujours en hausse, mais des coûts de production qui impactent le résultat

Le prix payé aux éleveurs a continué de progresser. Le facteur premier de cette hausse reste le manque de production, phénomène engagé depuis quelques années. Après une année 2022 délicate sur les aspects fourragers, 2023 a été favorable. Le point marquant reste la hausse des coûts de production, avec une forte évolution des charges opérationnelles qui pénalisent les niveaux de marge brute.

La fin d'année 2023 laisse entrevoir des mois délicats à venir. Les conditions climatiques qui pénalisent la mise en place des cultures, conjuguées aux aspects sanitaires risquent de peser sur le niveau de performances.

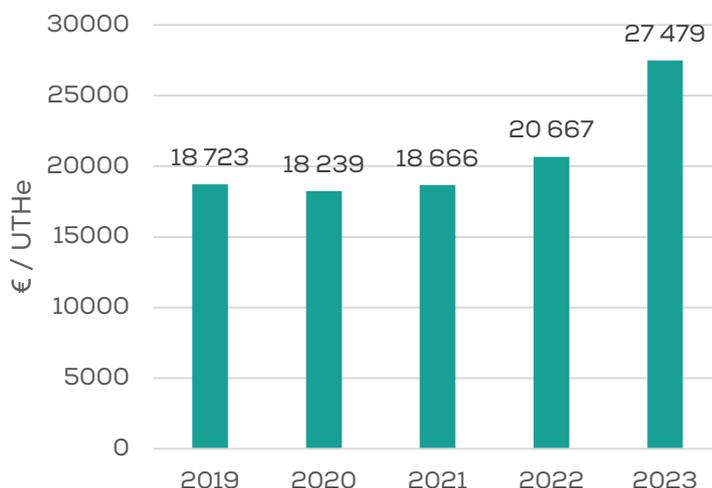
Capitaux toujours en progression



Le volume de capitaux nécessaire par personne progresse de 52 000 € sur l'année 2023. Traduction d'une année plus favorable en fourrage, d'un cheptel qui progresse de 7 vaches allaitantes par exploitant et d'une hausse des investissements. La SAU continue de progresser (+6ha). La destination des terres reprises est partagée entre les cultures de ventes et la surface fourragère afin de rendre le système fourrager plus souple.

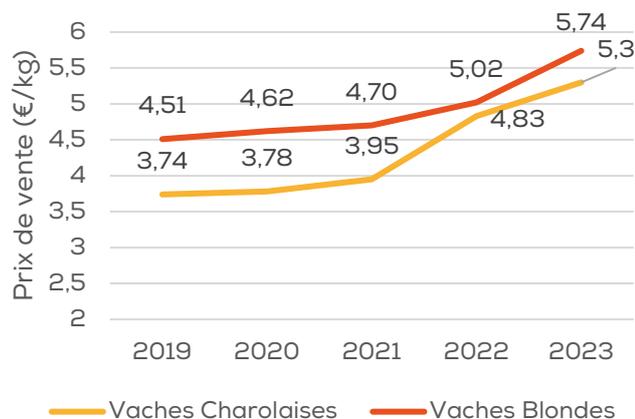
Après une année 2022 très favorable ; 2023 se traduit par une capacité d'autofinancement en baisse

La hausse des prix d'intrants cumulée à des charges de structure qui subissent l'inflation provoquent une légère baisse du revenu disponible. La conjoncture reste cependant plus favorable que les années précédentes à 2022. Pour limiter la chute du cheptel, le niveau de revenu disponible est à maintenir. Les résultats 2023 semblent être un seuil en dessous duquel le maintien de la production ne pourra être assuré. La hausse des tarifs de 2023 est absorbée par l'inflation.



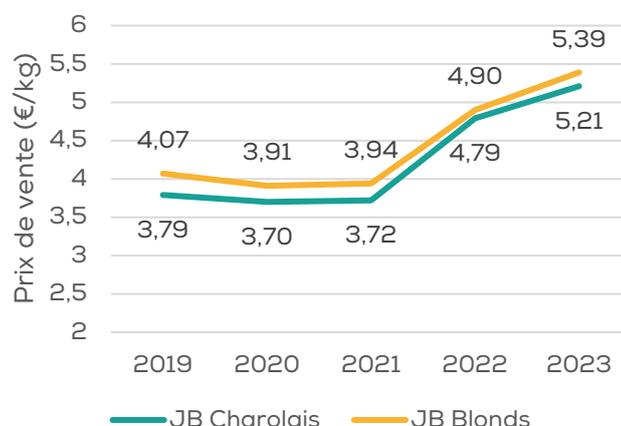
Des tarifs toujours en progression

(Avec complément de prix, net ou pas des frais de commercialisation)



Prix des JB toujours en hausse

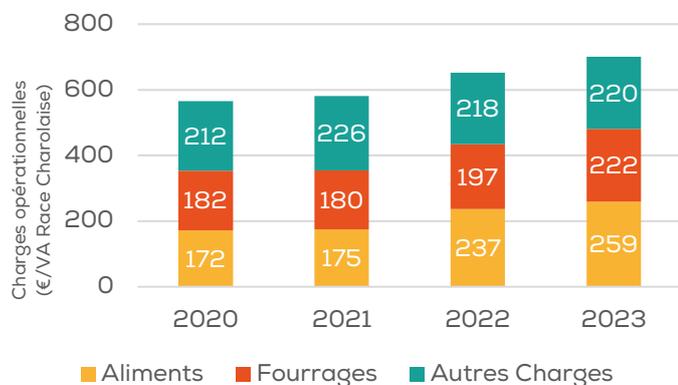
(Avec complément de prix, net ou pas des frais de commercialisation)



La consommation de viande bovine par habitant continue de baisser légèrement, passant en dessous des 23 kg par habitant. La consommation à domicile est plus impactée que la consommation en restauration, portée par la consommation de haché et de produits transformés. L'augmentation des prix est également un facteur de cette baisse, avec une partie des consommateurs qui se tourne vers des viandes plus abordables.

Cette année encore, et comme depuis plus de dix ans, le nombre d'abattage de bovins finit en baisse. Seule la catégorie des taurillons reste stable. Au global, pour 2023, la production continue à être en net repli mais les éleveurs ont également moins réformé.

Des intrants toujours en hausse

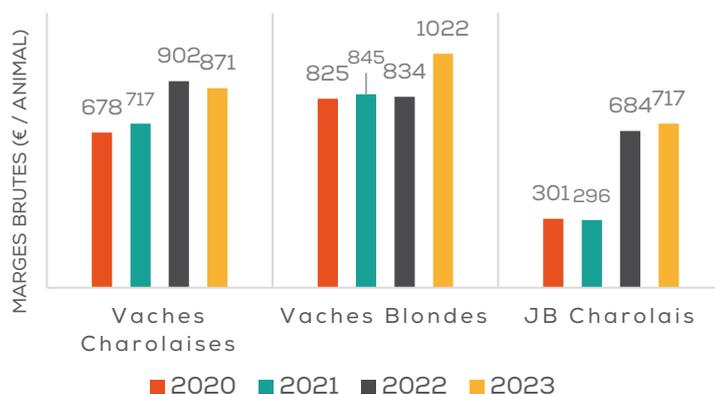


En lien avec l'inflation rencontrée, le poste aliment connaît pour la deuxième année consécutive une hausse, 22 €/VA entre 2022 et 2023.

Le coût des fourrages progresse encore en 2023 (+22 €/VA). Le tarif des intrants de l'année 2022 pèse pleinement sur ce poste. Pour 2024, le retour à des prix d'intrant plus raisonnables doit être un plus, vigilance cependant sur les volumes récoltés et le coût de la récolte.

Les systèmes fourragers les plus performants permettent une maîtrise du poste aliment, la cohérence des critères « système fourrager - race - sol » est la clé principale de la réussite.

Des prix de marché soutenus mais qui ne couvrent pas systématiquement les coûts de production



En système Blonde d'Aquitaine, avec une valorisation des prix toujours en forte hausse (+72 cts/kg), la marge brute par VA progresse de 188€.

Au contraire, en système charolais, malgré un prix de vente en hausse de 47 cts/kg, la marge se tasse de 31 €/VA, effet direct de l'inflation sur les intrants.

Vigilance tout de même sur la moyenne, la maîtrise technique des élevages impacte fortement les résultats.

Une performance économique stable, un revenu disponible en baisse

Approche résultat	EBE 63 912 €/UTHe	Approche trésorerie
Amortissements : 28 151 € / UTHe + Frais financiers : 4 008 €/UTHe Soit 50 % de l'EBE		Annuités : 30 738 € / UTHe + Frais financiers CT : 2 182 €/UTHe Soit 52 % de l'EBE
Résultat courant : 31 753 €/UTHe Soit 50 % de l'EBE		Revenu disponible : 30 992 €/UTHe Soit 48 % de l'EBE

En 2023, l'EBE par UTHe perd 1 000 € vis-à-vis de 2022, il reste cependant au-dessus des années précédentes. Le revenu disponible pour l'exploitant chute cependant de 5 000 € sur l'année, il représente 48 % de l'EBE. Cette baisse s'explique en grande partie par une annuité qui progresse de 4 000€. En effet, la hausse des revenus de 2022 a permis une relance des investissements. Il faut noter que ces investissements couvrent du décalage de renouvellement de matériel engendré sur les années précédentes, mais également une inflation galopante sur le matériel.

Le cumul de ces différents points ne permet pas de consolidation de la trésorerie, facteur essentiel pour faire face aux périodes de crises.

Rendre les transmissions possibles pour garder une filière dynamique

Le renouvellement de génération est un enjeu majeur pour la filière. Sur les deux dernières années, la valorisation des animaux a certes permis de gagner en efficacité économique, mais elle impacte également les valeurs des entreprises, donc le montant des capitaux à financer. Le maintien des équilibres économiques à la suite des reprises d'entreprise doit rester une priorité. Ce facteur est primordial pour conserver une filière forte, où élevage, abattoir et atelier de découpe restent présent sur le territoire.

Les enjeux de reprise passent également par les performances technico-économiques. Les résultats de ces derniers mois montrent que les écarts sont très importants. La hausse des tarifs, tant sur les intrants que sur la valorisation de la viande creuse les écarts entre la moyenne et le quart supérieur des résultats.

L'astreinte reste également une problématique forte pour les éleveurs. La modernisation de l'outil de travail et l'organisation de la main d'œuvre sont essentielles pour attirer et maintenir les nouvelles générations.

PRODUCTION CAPRINE





Près de 498
chèvres/élevage



Capital / UThe
404 500 €



SAU 87 ha
Dont 46 ha de SFP

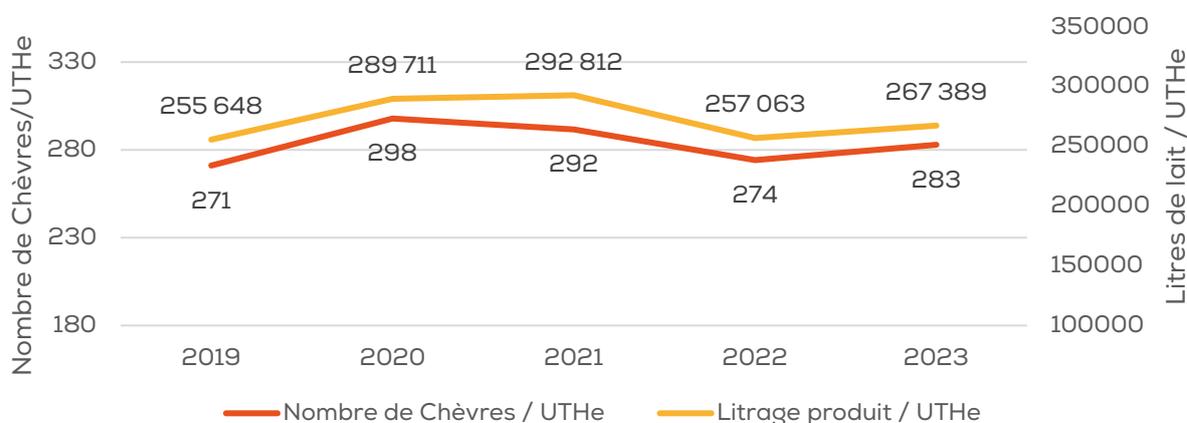


MO 2,65 UTH dont
1,76 UThe

Après une année 2022 moyenne, un exercice 2023 plus encourageant

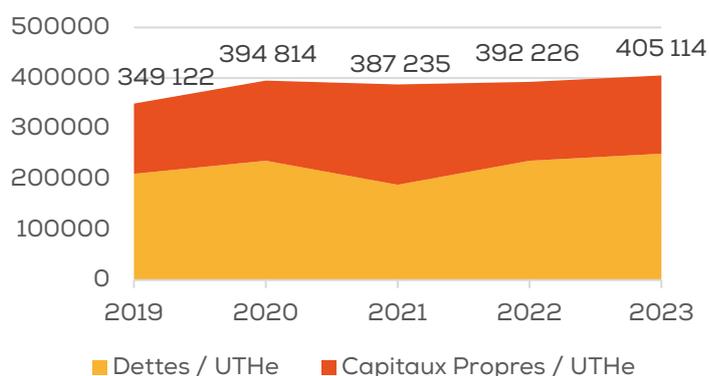
Après une année 2022 marquée par une forte inflation généralisée, certains postes, des charges comme des produits, retrouvent des niveaux similaires au passé. Les produits progressent davantage que les charges, améliorant les résultats des exploitations orientées lait de chèvre.

Dimension des ateliers caprins

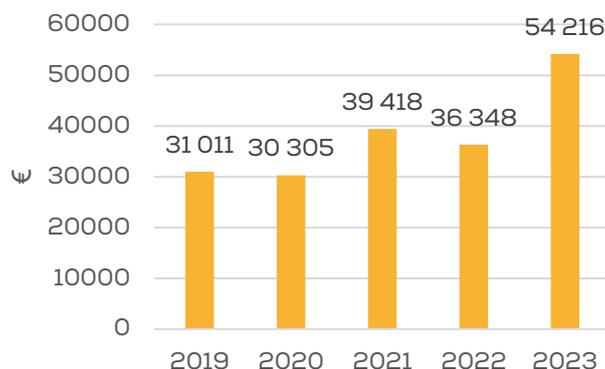


Après une année 2022 particulière, marquée par la baisse des tailles des élevages par UThe, 2023 repart dans les tendances du passé. Les tailles de cheptel progressent d'environ 9 chèvres en lactation. Le litrage par chèvre se maintient, et donc un litrage global en progression.

Composition du passif par UThe

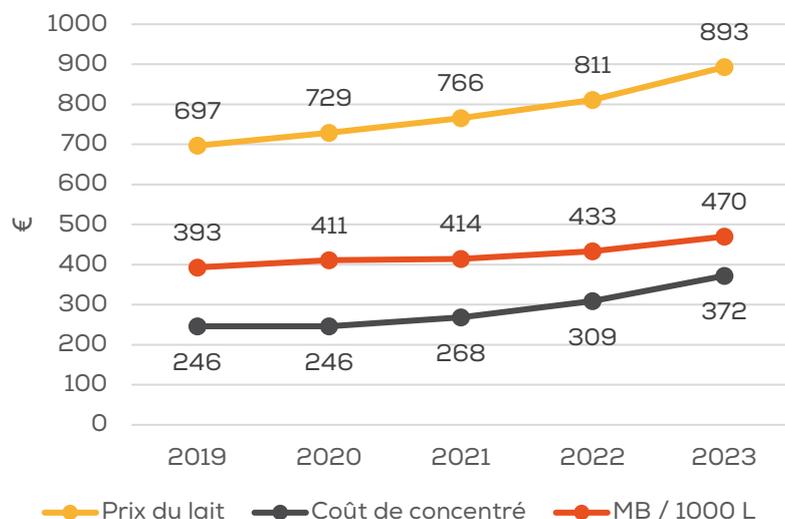


Investissements par UThe



Après un palier atteint en termes d'équilibre de financement, soit autour de 40 % de taux d'endettement, les exploitations relancent leurs investissements en 2023, faisant ainsi progresser ce taux. En valeur, cela représente près de 16 000 € de plus que les années précédentes par exploitant.

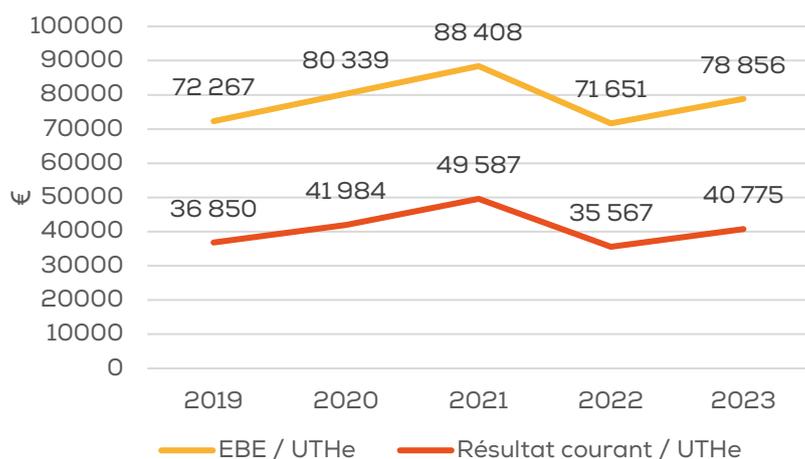
Évolution du prix du lait, du concentré et de la marge brute



Une année 2023 marquée par une revalorisation du prix payé plus forte que par le passé, pour faire face à la hausse des coûts de production.

Autrefois autour de 390-410 €/1000L pendant de nombreuses années, la marge brute établit de nouvelles références à 470 €/1000L.

Résultats économiques



Le résultat dégagé repart à la hausse en 2023. L'augmentation du prix du lait permet de gommer en partie les tendances négatives initiées l'an passé, notamment l'inflation sur les charges de mécanisation, le coût de la main d'œuvre (MSA exploitants et recours au salariat), les assurances, l'énergie, etc.

Quelques repères

	2020	2021	2022	2023	Moyenne
EBE / 1000 L	277	300	277	293	287
Résultat courant / 1000 L	145	169	138	152	151
Coût concentré Chèvres / 1000 L	246	269	309	372	299
Marge Brute / 1000 L	411	414	433	470	432

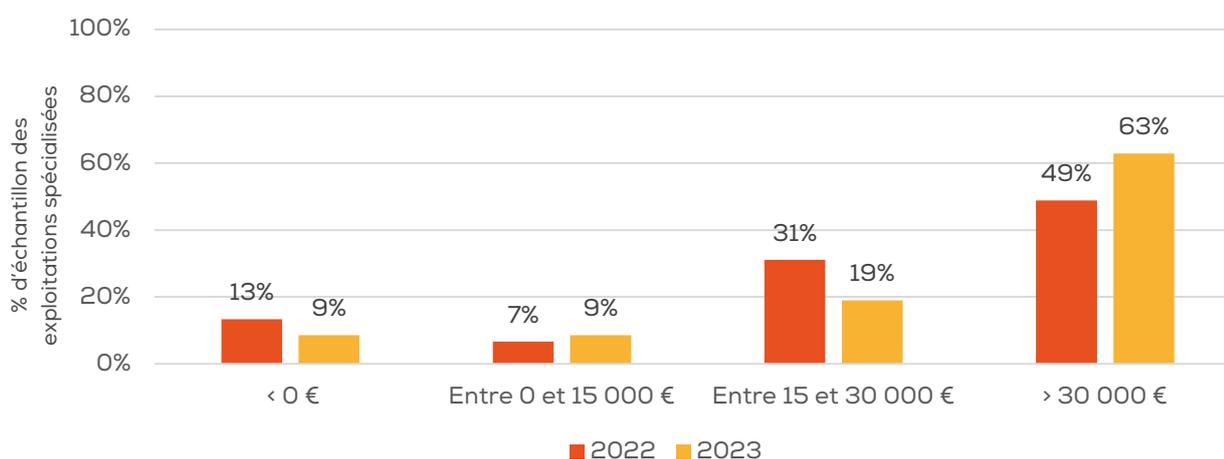
La hausse du prix du lait tire la marge brute au 1000L vers le haut. L'évolution positive de la marge brute est en partie consommée par la hausse, initiée l'an passé, de certains postes des charges de structure : la mécanisation principalement, mais aussi les charges financières et dans une moindre mesure l'énergie, les assurances et les services. L'EBE progresse tout de même de 16 €/1000L.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 78 856 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 33 297 € + Frais financiers / UTHe : 3 784 € Soit 48 % de l'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 37 245 € Frais financiers CT / UTHe : 2 027 € Soit 50 % de l'EBE / UTHe
Résultat courant / UTHe : 40 775 € Soit 52 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 39 584 € Soit 50 % de l'EBE / UTHe

L'EBE des élevages spécialisés caprins se rapproche à nouveau des 80 000 €/UTHe. Sur les 5 dernières années, cet EBE est en moyenne à 78 300 €/UTHe. Il sert pour moitié à rembourser les emprunts bancaires, et pour moitié à rémunérer l'éleveur.

De fortes disparités subsistent



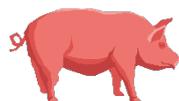
En 2023, l'ensemble des revenus des éleveurs caprins progressent. Cependant, les écarts s'accroissent, car les revenus des exploitations les moins performantes progressent moins rapidement que ceux des exploitations du quart supérieur.

PRODUCTION PORCINE





Capital / UTHe
520 500 €

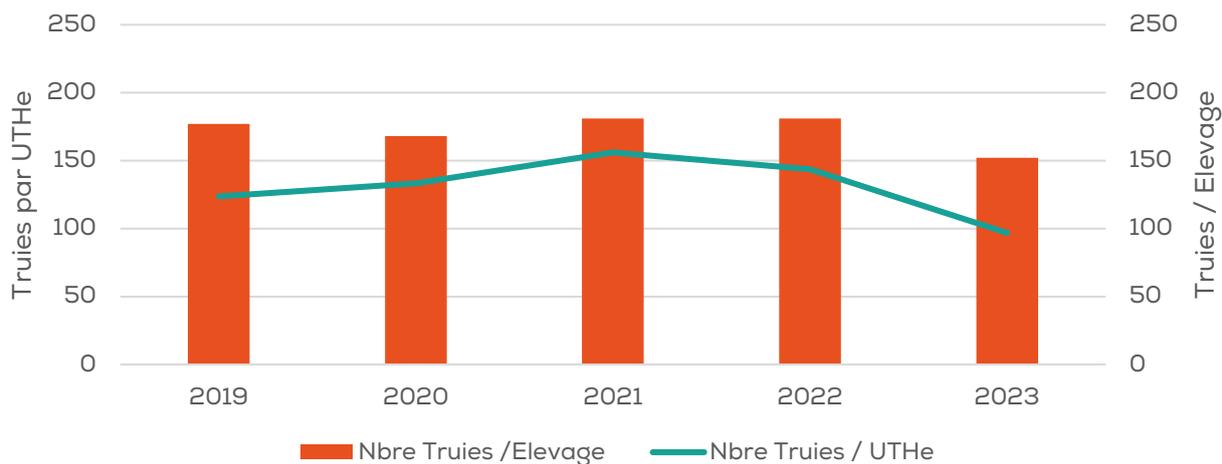


152 truies



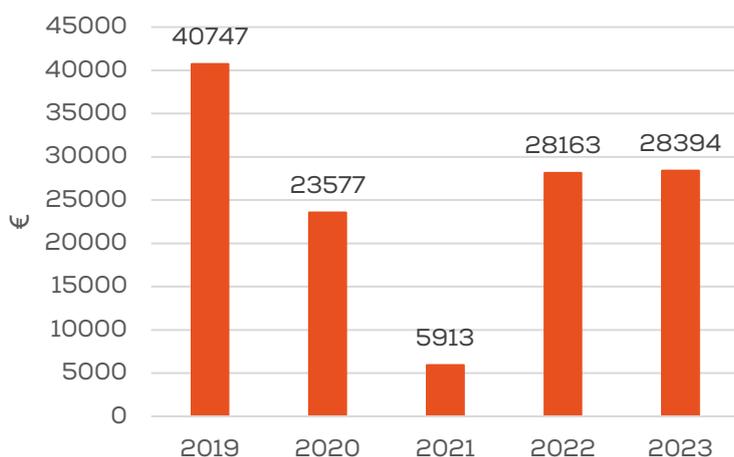
MO 2,70 UTH dont
1,57 UTHe

Productivité de la main d'œuvre



La taille des élevages spécialisés dans l'élevage porcin est en légère diminution par rapport aux 5 dernières années.

Investissements par UTHe



Le montant des investissements nets de revente est stable par rapport à l'année 2022 à 28 000 €/UTHe.

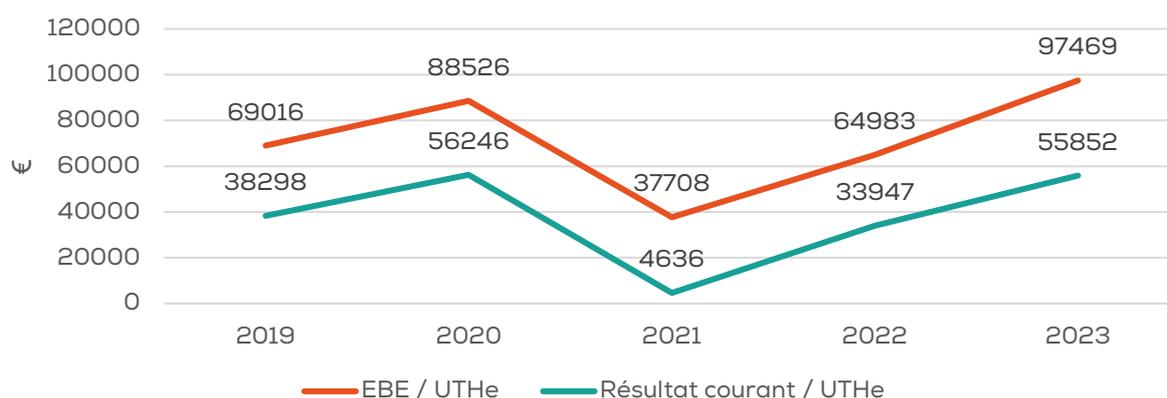
Malgré des résultats en augmentation, les exploitants restent prudents sur les investissements réalisés.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 97 469 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 38 691 € + Frais financiers / UTHe : 2 927 € Soit 43 % de l'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 45 097 € Frais financiers CT / UTHe : 2 741 € Soit 49 % de l'EBE / UTHe
Résultat courant / UTHe : 55 852 € Soit 57 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement : 49 631 € Soit 51 % de l'EBE / UTHe

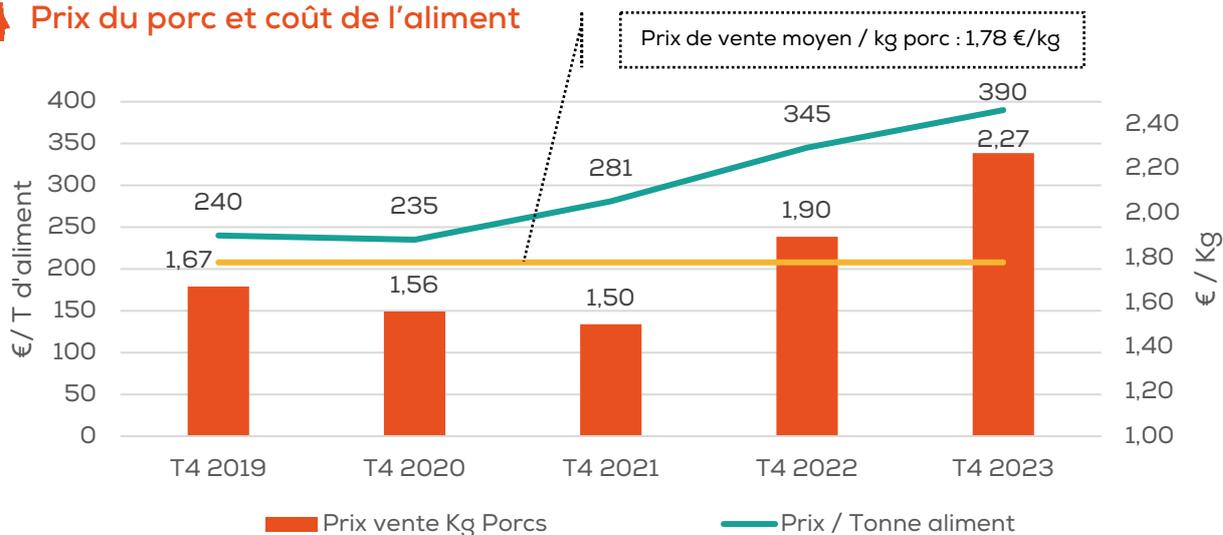
L'EBE par UTHe est en augmentation par rapport à 2022. Malgré tout, cette variation peut être différente en fonction de la date de fin d'exercice de chaque exploitation. Le niveau du revenu disponible double par rapport à l'année passée.

Résultats économiques



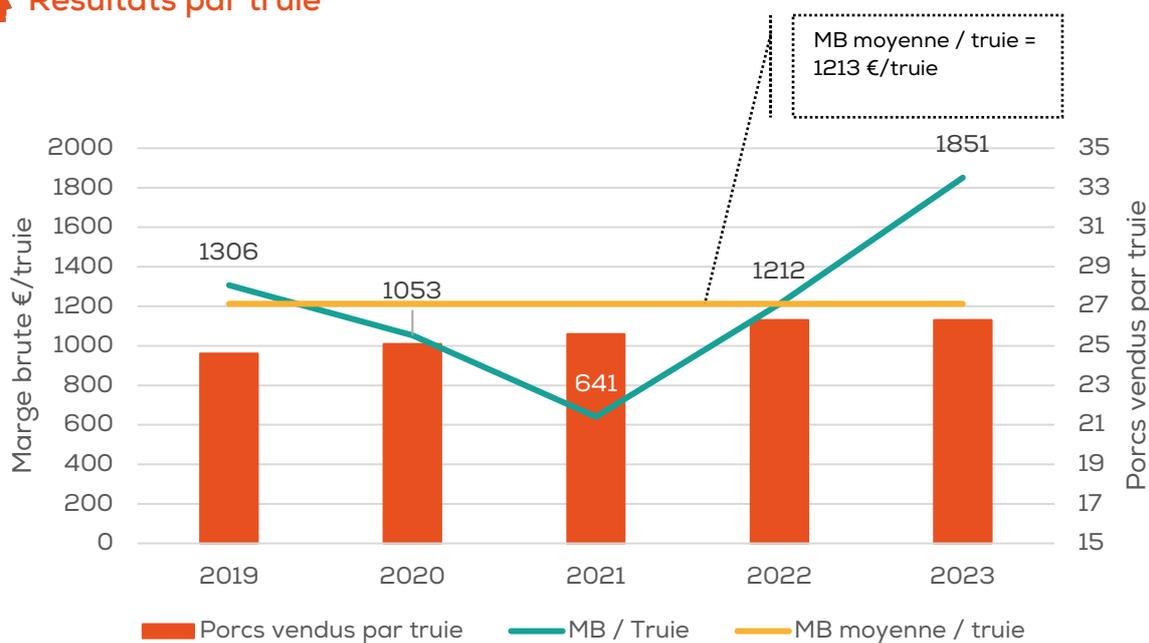
L'EBE poursuit sa progression par rapport à l'année précédente pour atteindre 97 500 €/UTHe.

Prix du porc et coût de l'aliment



Après une hausse de 0,40 €/kg entre fin 2021 et fin 2022, le prix progresse à nouveau entre fin 2022 et fin 2023 (+0,37 €/kg). Le prix de l'aliment progresse également (+ 35 €/T soit +13 %).

Résultats par truie

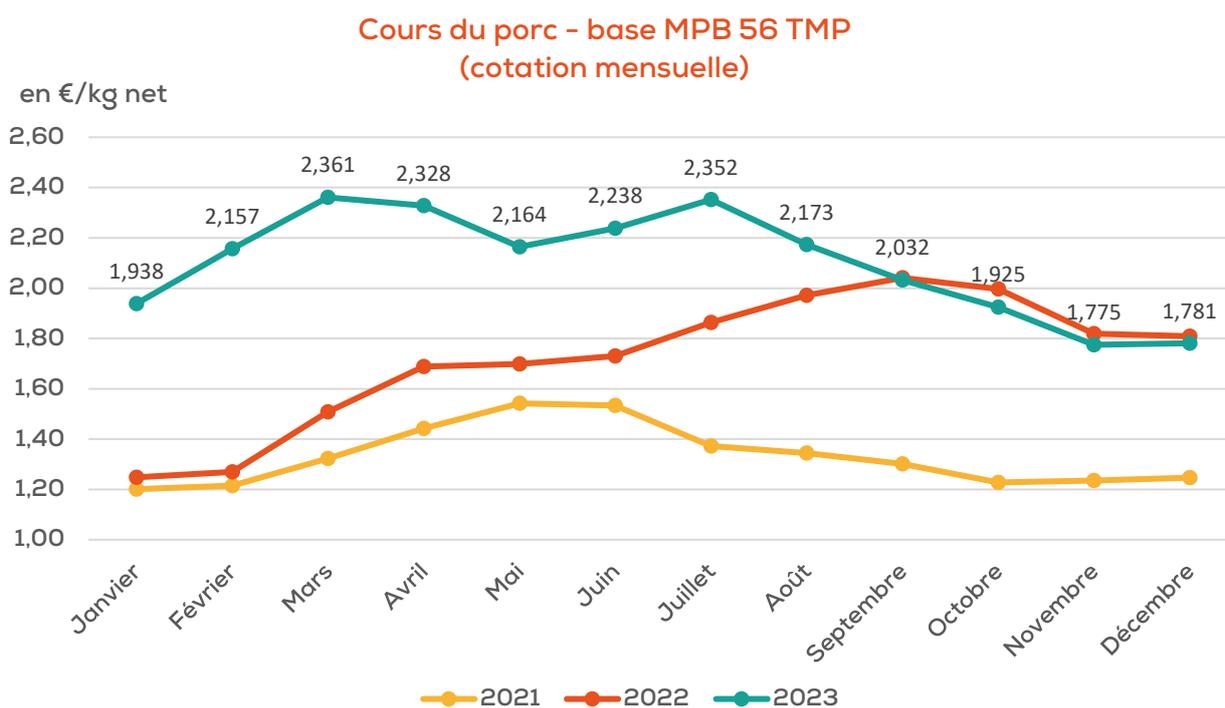


La marge brute par truie continue sa progression pour atteindre 1 850 €/truie contre 1 200 € en 2022.

Analyse

Durant l'année 2023, le prix de vente du porc reste exceptionnel. En effet, il se situe au-dessus de 2 €/kg de début 2023 jusqu'en septembre. La moyenne du prix 2023 au Marché du Porc Breton s'établit à 2.115€/kg contre 1.725 en 2022, soit une hausse de 23 %.

Cette progression du prix de vente s'explique par une réduction de la production en Europe. La fièvre porcine africaine et l'augmentation du coût de l'aliment sont les 2 facteurs principaux d'arrêt d'élevage et donc de cette baisse de production.



Sur les 9 premiers mois de 2024, la moyenne du prix du Marché Porc Breton s'établit à 1,957 €/kg soit une diminution de 11 % par rapport à la même période en 2023.

Fin 2023, le prix de l'aliment est en recul et cette diminution se poursuit début 2024. Malgré un niveau encore élevé par rapport à 2020/2021 et une hausse des autres charges, l'écart entre le prix de vente du porc et le prix de revient devrait être positif pour les exploitants.

AVICULTURE





Capital / UThe
393 000 €

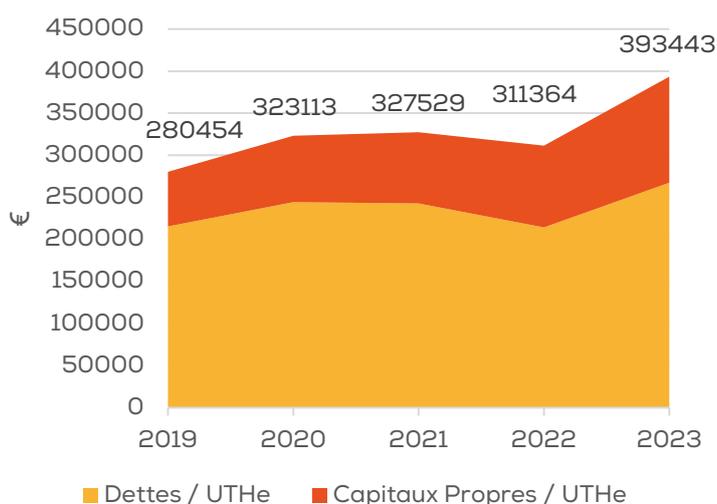


SAU 37 ha
dont 6 ha SFP



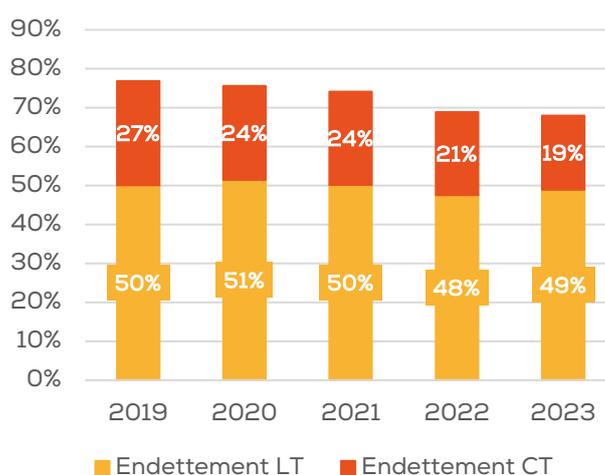
MO 1,57 UTH dont
1,31 UThe

Composition du passif par UThe



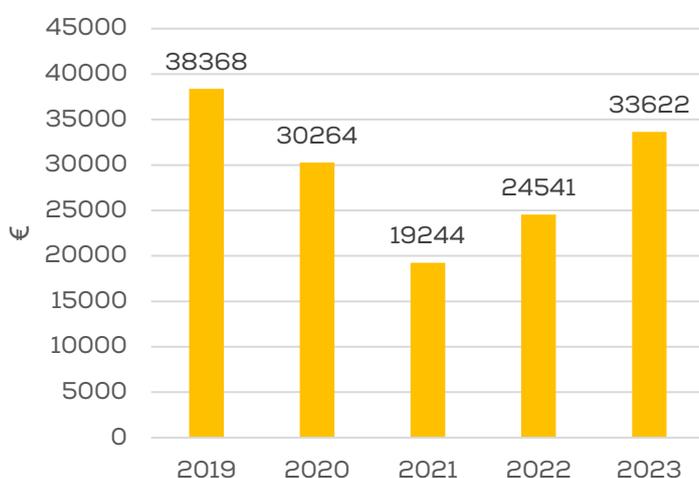
Le total du bilan a fortement évolué sur 2023 (+82k €) du fait notamment de la reprise de la production et des investissements. En effet, la hausse des capitaux propres et des dettes a servi à financer principalement des immobilisations (constructions, matériels et installations) et des stocks.

Taux d'endettement



Un niveau d'endettement qui reste autour de 50 %. Le taux d'endettement court terme (CT) quant à lui continue de diminuer.

Investissements par UThe soutenus



Après une année de reprise des investissements en 2022, la tendance se confirme sur 2023 avec un montant d'investissement par UThe qui tend à se rapprocher de celui de 2019.

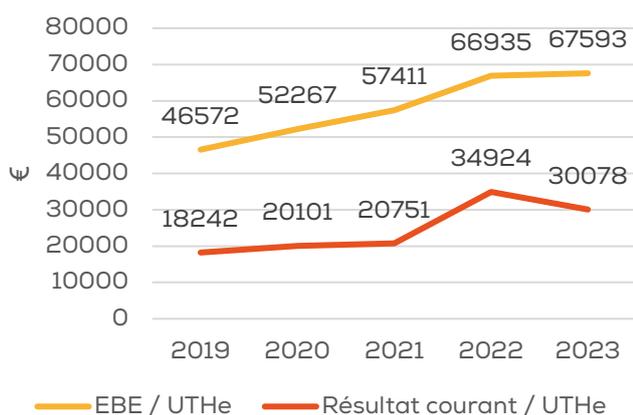
Si le développement des bâtiments neufs reste limité, la rénovation (améliorations BEA, énergétique...) est sur une dynamique positive.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 67 593 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 32 696 € + Frais financiers / UTHe : 4 819 € Soit 56 % de L'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 34 575 € Frais financiers CT / UTHe : 800 € Soit 52 % de l'EBE / UTHe
Résultat courant / UTHe : 30 078 € Soit 44 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement : 32 217 € Soit 48 % de l'EBE / UTHe

Le niveau d'EBE est resté stable par rapport à 2022. En revanche, le résultat courant a diminué sur la même période du fait d'une augmentation des amortissements et des frais financiers dus à la reprise des investissements et des paiements d'annuités. Le revenu disponible a, quant à lui, également diminué pour les mêmes raisons.

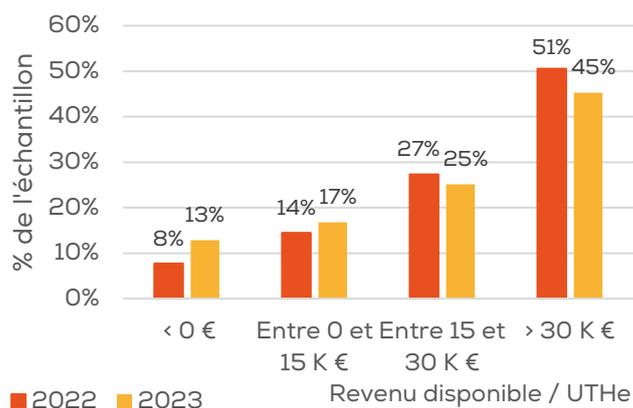
Résultats économiques



En 2023, le niveau d'EBE est stable par rapport à 2022. Certains éleveurs ont dû être de nouveau indemnisés pour les vides sanitaires quand d'autres ont pu reprendre la production.

Le résultat courant qui avait nettement progressé en 2022 enregistre un léger recul.

Classes de revenu disponible



Sur 2023, le revenu disponible a plutôt une tendance à la baisse et la disparité des revenus reste importante.

Cette année, 45 % des éleveurs ont un revenu disponible supérieur à 30 000 € contre 50 % sur 2022.

Analyse

Les volailles connaissent un fort engouement en France, étant la seule viande à avoir vu sa consommation augmenter en 2023, avec une hausse de 3,6 % par rapport à 2022. Chaque habitant a consommé en moyenne 28,8 kg au cours de l'année (2^{ème} viande la plus consommée en France derrière la viande de porc). Pour répondre à cette demande, la filière a déployé tous ses efforts pour relancer la production après plus de deux ans d'influenza aviaire, réussissant ainsi à augmenter sa production de 2 % en 2023. Cependant, elle fait face à une concurrence croissante d'importations à bas coût, qui ont progressé de 3,2 % par rapport à 2022. Les poulets, qui constituent près de 80 % des volailles consommées en France, sont particulièrement impactés par l'afflux massif de volailles. En 2023, 50 % des poulets consommés en France étaient encore importés.

→ Une demande croissante des consommateurs dans un contexte de hausse des prix

Malgré une inflation persistante sur les produits alimentaires, les volailles ont su se distinguer des viandes porcines, bovines et ovines qui ont vu leur consommation diminuer. Selon les indices des prix à la consommation de l'INSEE, l'indice des viandes a augmenté de 10,8 %, tandis que celui des volailles a progressé de 8,9 %. Cependant, il convient de nuancer ce dynamisme de consommation, car il est principalement attribuable à la viande de poulet, qui a crû de 3,1 %. En revanche, la consommation de viande de dinde et de pintade a reculé et la viande de canard, quant à elle, a connu une croissance de 12,4 %, soutenue par un regain de production et d'offre.

→ Un redressement de la production de volailles dans un contexte post-IAHP sans retrouver le niveau de production antérieure

En 2022, la production de volailles de chair a atteint des niveaux particulièrement bas en raison d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) inédite affectant l'ensemble de la filière avicole. En 2023, ce secteur a continué d'être impacté par l'IAHP, avec une production ne commençant à se rétablir qu'à partir d'avril, grâce à l'apaisement de l'épizootie et à la levée progressive des restrictions de mise en place. C'est dans ce contexte que la situation des filières avicoles s'est malgré tout améliorée avec des abattages en augmentation de 2 %, mais qui restent en deçà de la moyenne quinquennale des années 2018 à 2022.

Les filières Label Rouge et Bio, quant à elles, subissent l'arbitrage des consommateurs français qui ont tendance à se détourner des produits plus onéreux et à se diriger vers des produits standards qui montent en gamme. Les mises en place de volailles Label Rouge ont baissé de 5 % sur 2023. Quant au bio la production a reculé de 14 % par rapport à 2022.

→ Forte diminution du coût des matières premières pour l'alimentation des volailles

Le premier semestre de 2022 a été marqué par une augmentation sans précédent des prix des céréales et des tourteaux, en raison du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Cette tension sur les prix a progressivement diminué au second semestre 2022. En 2023, les prix ont significativement baissé, grâce à une offre mondiale abondante. Toutefois, il est important de nuancer cette baisse, car les prix demeurent supérieurs à ceux de 2021, restant élevés dans un contexte de forte demande et d'aléas climatiques.

→ Des exportations françaises de viandes de volaille en baisse

Les exportations françaises de viandes et préparations de volaille ont diminué de 5,8 %, malgré un contexte de reprise de la production par rapport à 2022 et plus particulièrement vers l'UE.

→ Des importations en hausse dans un contexte de consommation croissante

L'année 2023 a été caractérisée par une reprise progressive de la production, ce qui a quelque peu atténué l'augmentation des importations. Cependant, le déficit global des échanges de viande de volaille s'est à nouveau détérioré, tant en volume (- 447,7 ktec) qu'en valeur (- 1,2 milliard d'euros).

Perspectives et enjeux 2024

Le retour à des niveaux de production d'avant la crise constituera un enjeu majeur en 2024, fortement influencé par une éventuelle nouvelle épizootie d'IAHP. Ainsi, il est essentiel de maintenir une vigilance élevée en matière de biosécurité, en complément de la vaccination des palmipèdes qui a débuté en octobre 2023.

En 2023, le contexte inflationniste a largement favorisé la consommation de viande de volaille, qui a continué sa croissance structurelle, contrairement aux autres types de viande. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre en 2024, soutenue par une baisse des prix au détail amorcée à la fin de l'année 2023, en lien avec la diminution du prix de l'aliment volailles.

En résumé, 2024 s'annonce comme une année clé pour la filière volaille en France, avec des opportunités de croissance, mais également des défis à relever pour rester compétitive sur le marché.

CUNICULTURE





Capital / UThe
203 000 €

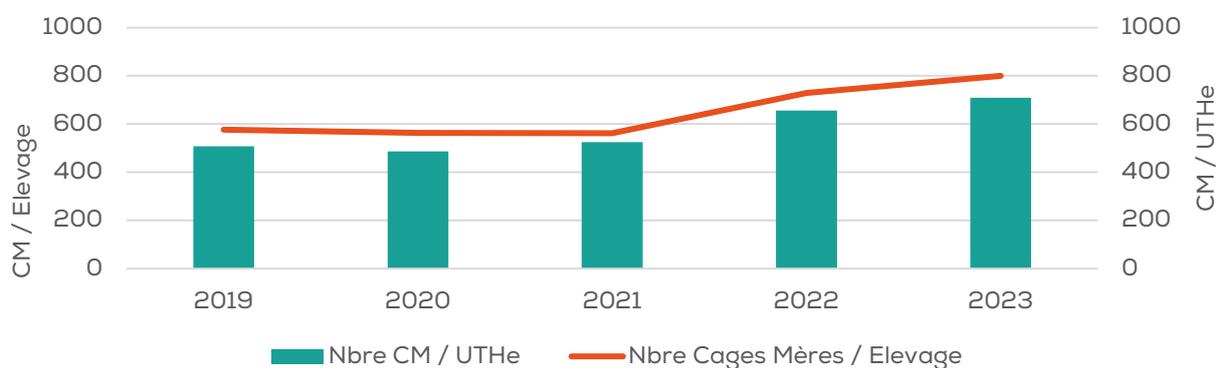


800 CM / exploitation



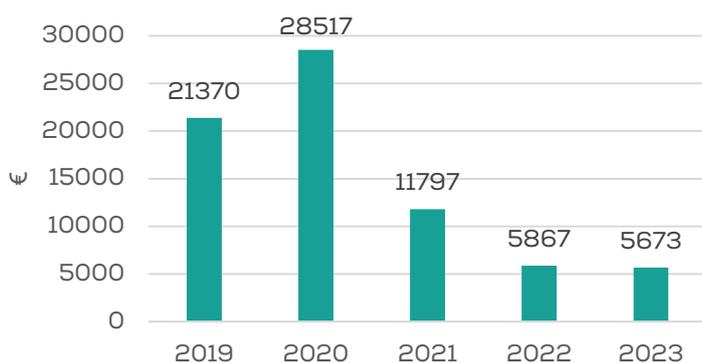
MO 1,18 UTH
dont 1,13 UThe

Productivité de la main d'œuvre



Après une hausse en 2022, le nombre de cages mères par UThe continue de progresser en 2023. Le nombre moyen de cages mères par UThe est de 700, soit environ 50 de plus par rapport à l'année passée.

Investissements par UThe



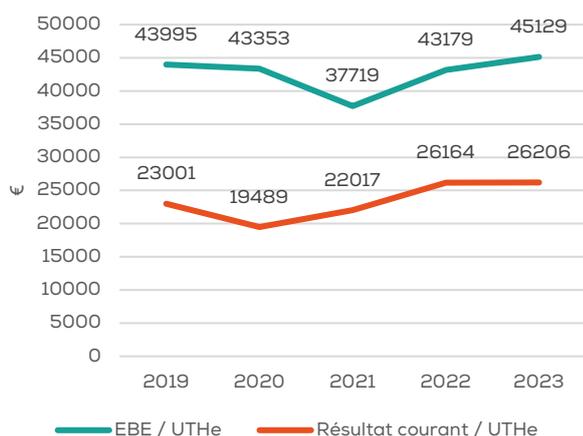
Pour la seconde année, le montant d'investissement par UThe reste faible à 5 700 €. Depuis 2020, les investissements réalisés par les exploitants spécialisés dans l'élevage cynicole sont très limités.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 45 129 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 16 594 € + Frais financiers / UTHe : 2 330 € Soit 42% de l'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 17 228 € Frais financiers CT / UTHe : 924 € Soit 40 % de l'EBE / UTHe
Résultat courant / UTHe : 26 206 € Soit 58 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 26 978 € Soit 60 % de l'EBE / UTHe

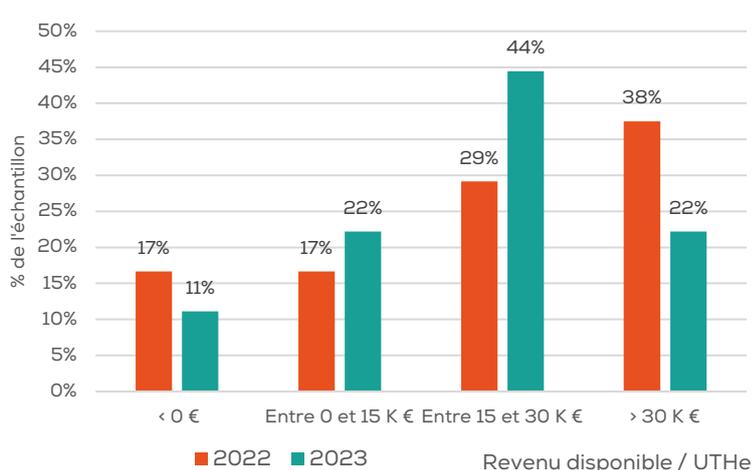
Le revenu disponible 2023 est comparable à l'année passée. D'ailleurs, l'ensemble des résultats constatés est similaire aux résultats 2022. Le revenu disponible se stabilise à 27 000 € par UTHe.

Résultats économiques



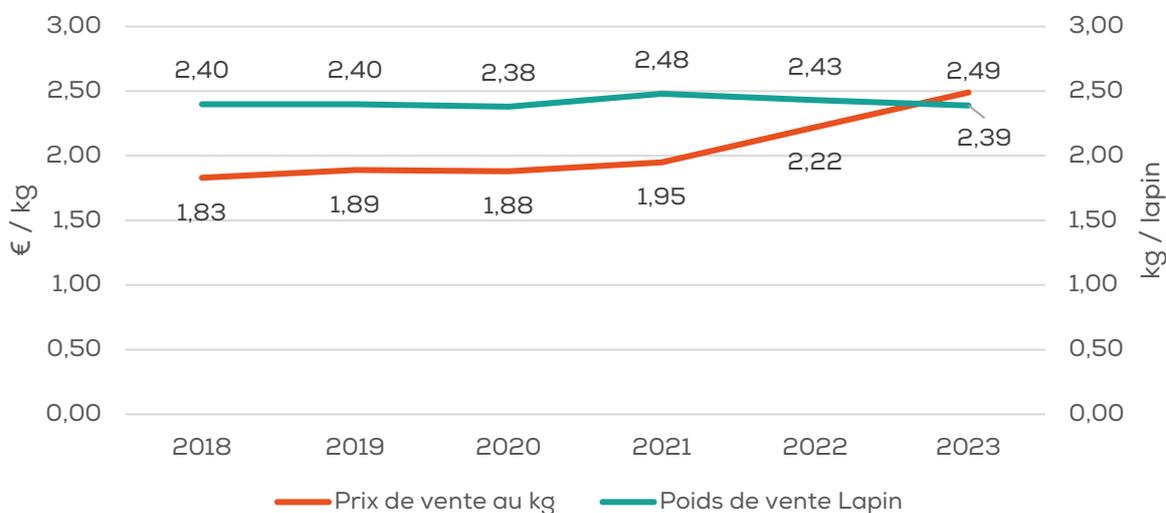
L'EBE/UTHe atteint 45 000 € sachant que ce niveau reste stable et comparable à 2019 et 2020. Seule l'année 2021 affiche une diminution plus significative.

Classes de revenu disponible / UTHe



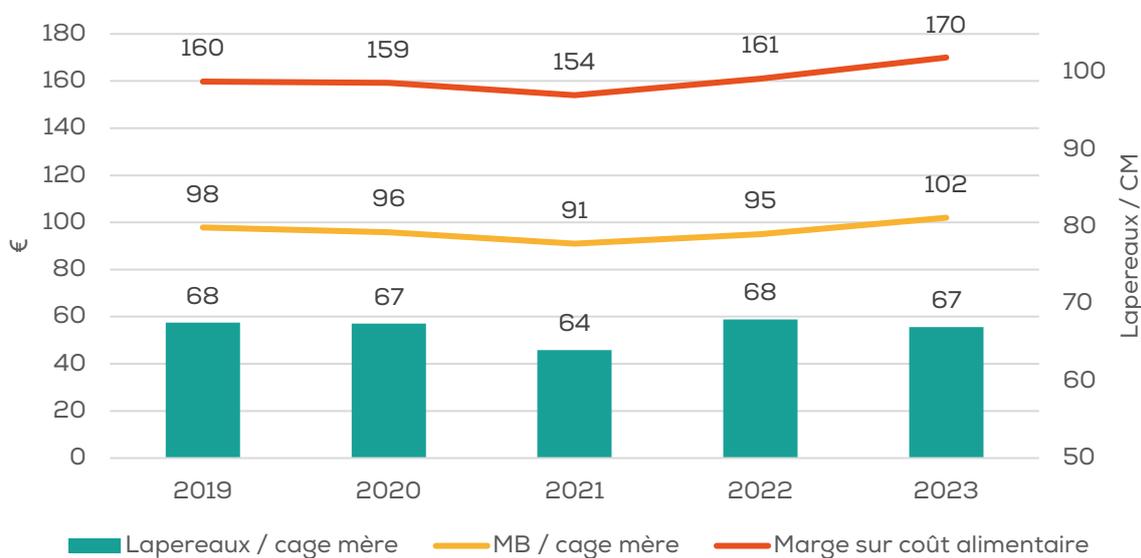
La disparité entre les exploitations spécialisées en production cunicole reste importante. Malgré tout, 66 % des exploitants ont un revenu disponible supérieur à 15 000 €/UTHe.

Évolution des poids et prix de vente du lapin



Depuis 2021, le prix de vente du lapin progresse. Après une hausse en 2022 de 7 %, le prix de vente augmente à nouveau de 12 % entre 2022 et 2023. Le poids de vente du lapin quant à lui, reste globalement stable.

Marges par cage mère (€/cage mère)



Le niveau de marge brute par CM progresse pour atteindre 102 €/CM en 2023. Le niveau de lapereaux par CM reste stable.



Analyse

En 2023, la filière en France a continué d'affronter plusieurs défis structurels et conjoncturels :

Baisse de la production :

La production de lapins en France a connu une tendance baissière depuis plusieurs années, et cette situation s'est poursuivie en 2023 avec une diminution des abattages de 8,6 %. Les coûts de production élevés, notamment liés à l'alimentation animale (qui a subi l'impact de la hausse des prix des matières premières), ont poussé de nombreux éleveurs à cesser leur activité.

Diminution de la consommation de viande de lapin :

La consommation de viande de lapin en France a tendance à diminuer depuis maintenant plusieurs années. En 2023, cette baisse s'est poursuivie, mais également en 2024 (environ 9 %). Le lapin reste une viande moins consommée dans la culture alimentaire française comparée à des viandes comme le poulet ou le porc.

Un marché à l'export stable, mais des importations qui progressent :

La France est de plus en plus dépendante des importations de viande de lapin (+11,4 % en 2023). Les volumes de lapins importés en provenance de Chine ont progressé fortement durant l'année (+36 %).

Les exportations françaises de viande de lapin restent limitées. La baisse de la production nationale a aussi affecté les capacités d'exportation.

Enjeux de demain :

La demande sociétale pour un meilleur bien-être animal et des méthodes d'élevage plus respectueuses de l'environnement pousse le secteur à évoluer. En 2023, certains éleveurs ont commencé l'élevage en parcs ou en plein air.

CÉRÉALES





Capital / UThé
330 000 €

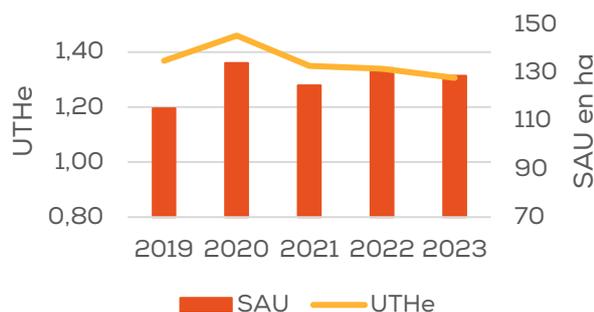


SAU 129 ha



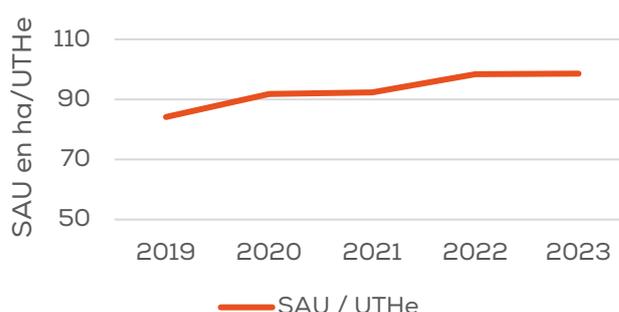
MO 1,80 UThé
dont 1,31 UThé

Moyens de production



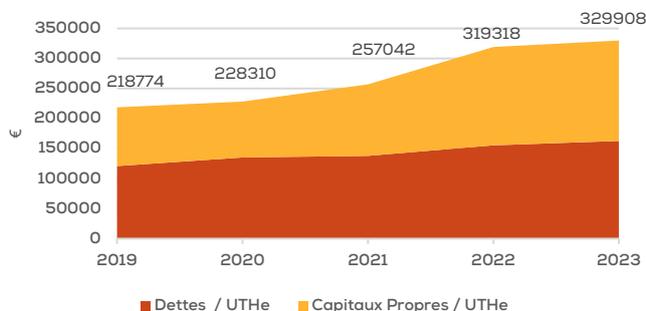
La SAU moyenne des structures céréalières vendéennes est en léger recul de 3 ha sur la campagne 2023. La tendance pour 2024 reste sur une relative stabilité de la SAU moyenne.

Productivité de la main d'œuvre



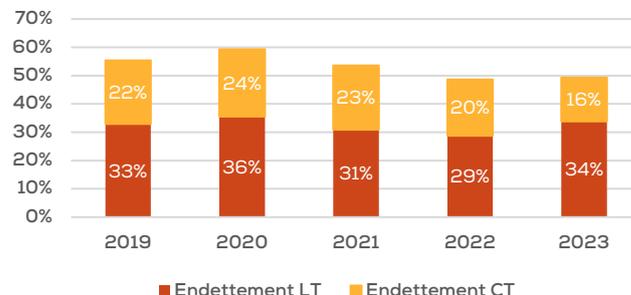
Le nombre d'UThé diminue légèrement dans les mêmes proportions que la surface (- 2 %). On constate donc une stabilité de la productivité de la main d'œuvre.

Composition du passif par UThé



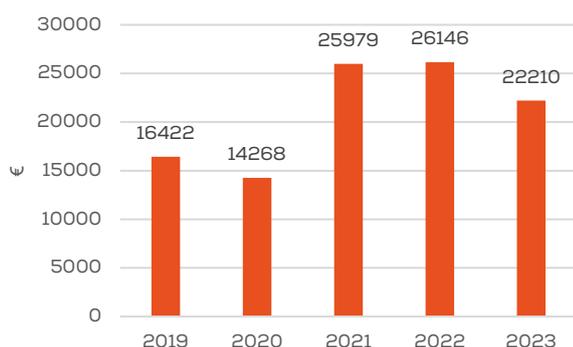
La progression des résultats sur les dernières années conduit à une hausse cumulée des capitaux propres de 51% en 4 campagnes culturales. Le niveau de dette progresse également, mais en moindre mesure (+34 %).

Endettement en % (total passif)



La proportion des dettes par rapport au passif est relativement stable après 2 années de baisse. Les résultats des dernières années ont permis de conforter les trésoreries, limitant les accompagnements court terme et favorisant les investissements LMT. La tendance 2024 est inversée avec des prix et des rendements en chute.

Investissements par UThé



Les investissements sont étroitement liés aux résultats. Après des années favorables en 2021 et 2022, les investissements ralentissent.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UThe 49 068 €	Approche trésorerie
Amortissements / UThe : 26 171 € + Frais financiers / UThe : 3 117 € Soit 60 % de l'EBE / UThe		Annuités / UThe : 24 319 € Frais financiers CT / UThe : 1 833 € Soit 53 % de l'EBE / UThe
Résultat courant / UThe : 19 780 € Soit 40 % de l'EBE / UThe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 22 916 € Soit 47 % de l'EBE / UThe

La baisse des résultats liée à la récolte de 2023 conduit à une baisse significative de l'EBE / UThe de 34 %. Avec des amortissements en hausse de l'ordre de 7 % (récents investissements), ainsi que l'augmentation des taux d'intérêt des prêts court terme, une forte chute du résultat courant de 58 % est constatée. Sur le plan bancaire, le disponible diminue aussi pour 53 %, limitant fortement la capacité aux prélèvements privés, à l'autofinancement et à l'amélioration des trésoreries.

Résultats économiques par UThe

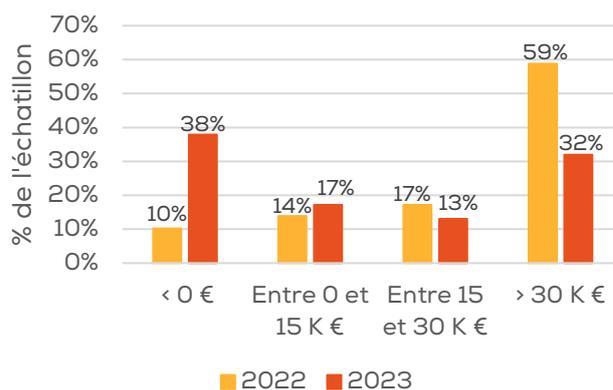


— EBE / UThe — Résultat courant / UThe

Après les « résultats record » des récoltes 2021 et 2022, la campagne culturale 2023 conduit à des résultats en fort recul, mais restent supérieurs à ceux des années 2019 et 2020, mais également en dessous de la moyenne des 5 dernières années.

On constate une forte disparité selon les secteurs géographiques où les potentiels agronomiques sont fortement hétérogènes (marais, plaine et bocage).

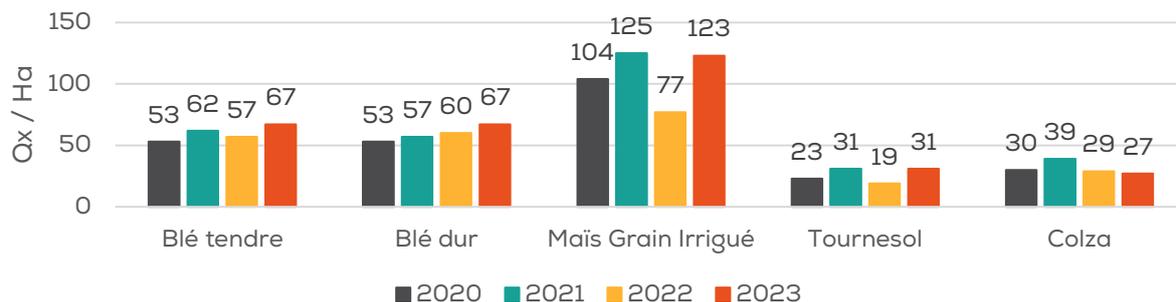
Classes de revenu disponible



Le contexte défavorable engendre une diminution importante des revenus supérieurs à 15 000 € qui passent de 76 à 45 %.

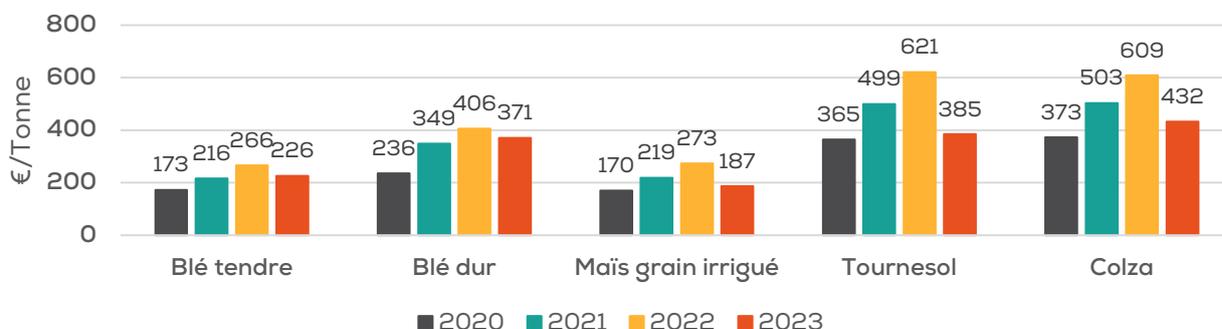
On observe donc une progression des revenus disponibles supérieurs à 15 000 € qui passent de 24 à 55 %. La portion des exploitants avec un revenu disponible inférieur à 0 € atteint 38 % de l'échantillon recensé.

Rendements céréales plaine



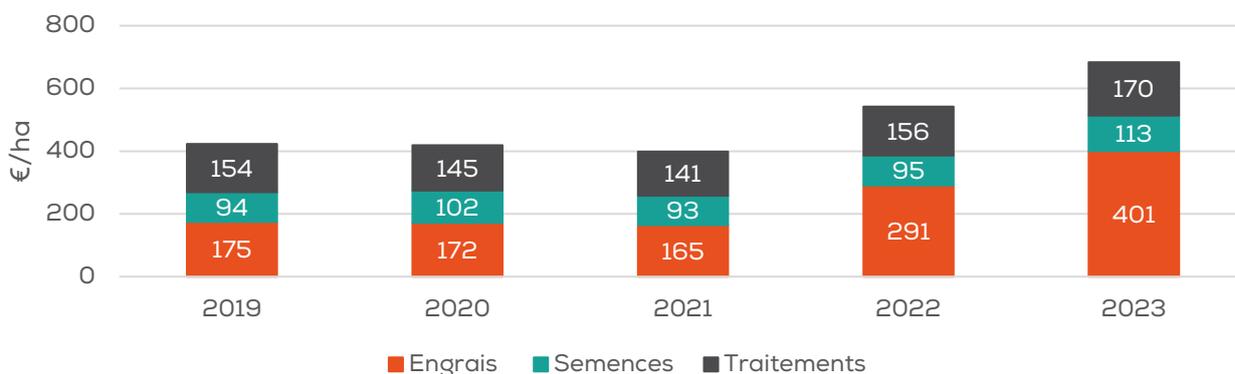
La campagne culturale 2023 est globalement d'un bon niveau sur le plan des rendements et particulièrement sur les céréales à paille qui enregistrent leur meilleur rendement sur les 4 dernières récoltes. Seule la culture du colza contraste et connaît un nouveau recul.

Prix de vente céréales plaine



Les cours sont globalement en nette diminution et participent à expliquer la forte baisse des résultats économiques des cultures de vente sur la campagne culturale 2023. On notera que les oléagineux et le maïs grain sont davantage impactés (-33 %) que les céréales à paille (-12 %).

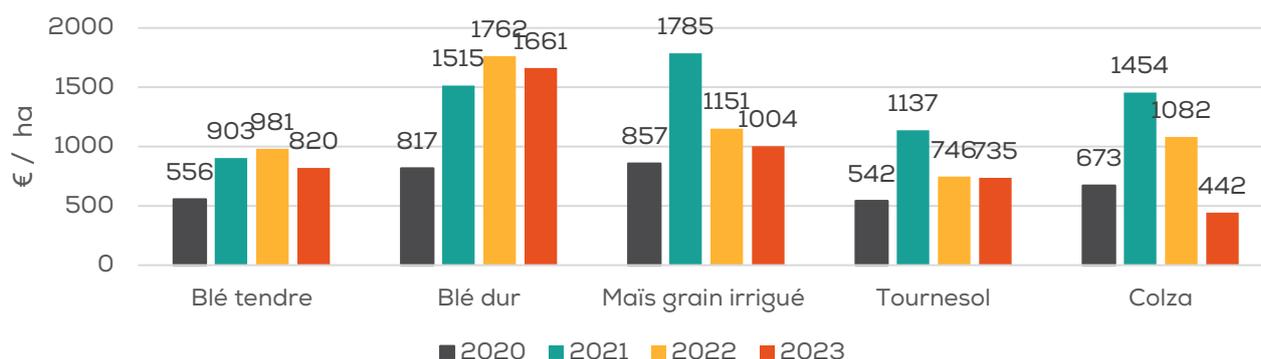
Charges intrants



Les charges d'intrants sont à nouveau en forte augmentation sur cette campagne de 142 €/ha (+143 €/ha précédemment). Soit une augmentation cumulée de 285 €/ha (+71 %) en 2 campagnes.

Chacun des postes d'intrants connaît une hausse consécutive sur les 2 dernières années. Le poste fertilisation augmente de 38 % (+110 €/ha) impacté à nouveau par la forte hausse du coût des engrais. Les semences sont en hausse moyenne de 19 % (+18 €/ha). C'est le poste traitements phytosanitaires qui connaît la progression la plus modérée de 9 % (+14 €/ha). Cette hausse reste néanmoins nettement supérieure à l'inflation moyenne globale en 2023 de 4,9 %.

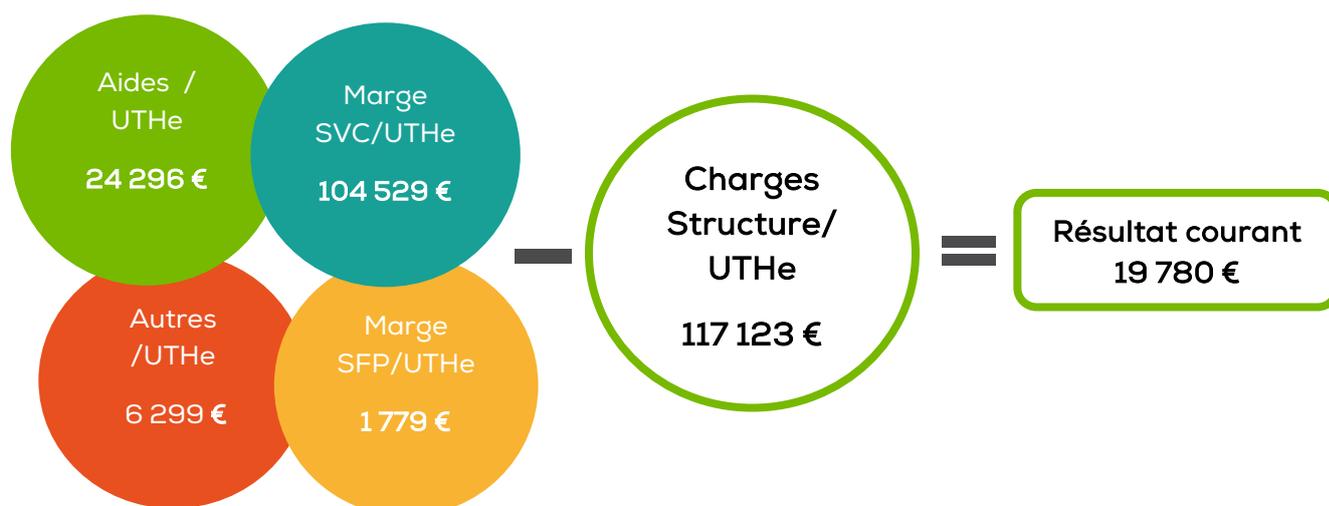
Marges brutes



La marge moyenne des grandes cultures évolue à la baisse de 1 156 €/ha en 2022 à 1 064 €/ha en 2023. La baisse observée n'est pas homogène selon les cultures.

La plus faible d'entre elles se retrouve au niveau du tournesol où le très bon niveau de rendement compense la forte diminution du prix. À l'inverse, c'est la culture du colza qui accuse une baisse moyenne de 640 €/ha (- 59 %) liée au rendement décevant et à un prix de vente en chute. La baisse de la marge brute du blé tendre s'établit à 16 % et celle du blé dur à 13 %. Le maïs grain irrigué quant à lui enregistre une baisse de 6 % de la marge brute avec le retour aux rendements satisfaisants, mais tout de même pénalisé par le prix de vente.

Analyse



Le résultat courant moyen de l'année 2023 a fortement diminué. Ce dernier enregistre une diminution de 27 838 € sur cette campagne et se situe à 9 118 € en dessous de la moyenne des 5 dernières années.

Cette observation s'explique principalement par :

- Le recul global des marges brutes des cultures de 11 381 €/UThe (prix de vente et hausse des intrants).
- L'augmentation des charges de structure de 14 982 €/UThe (rémunération salariés, cotisations sociales exploitant, électricité, assurances...).
- Une diminution de la marge SFP/UThe en retrait de 817 € également liée au coût des engrais.

Globalement, on observe une baisse des capacités d'autofinancement (marge de sécurité) de 13 670 €/UThe et des trésoreries de 8 557 €/UThe.

Au regard de cette conjoncture nettement moins favorable que les deux précédentes campagnes, les investissements sont globalement freinés et le montant moyen investi recule de 13 %.

LEXIQUE

EARL : Exploitation À Responsabilité Limitée.

EBE : L'Excédent Brut d'Exploitation est un indicateur financier permettant de déterminer la ressource qu'une entreprise tire régulièrement de son cycle d'exploitation.

CT : Court Terme.

GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun.

GMS : Grandes et Moyennes Surfaces.

HA : Hectare.

IC : Indice de Consommation.

ITAVI : Institut Technique de l'Aviculture.

JB : Jeune Bovin.

LT : Long Terme.

LMT : Long Moyen Terme.

MO : Main d'Œuvre.

MPB : Marché du Porc Breton.

SAU : La Superficie Agricole Utile est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri...) et les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

SCEA : Société Civile d'Exploitation Agricole.

SVC : Surface Végétale Commercialisable.

TEC : Tonne Équivalent Carcasse.

TMP : Taux de Muscle des Pièces.

UGB : Unité Gros Bovin. Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Par définition, 1 vache = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires. On a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB.

UTH : Unité de Travail Humain.

UTHe : Unité de Travail Humain exploitant.

VL : Vache Laitière.



Parc d'activités de Beaupuy
15 rue Jacques Yves Cousteau
85036 La Roche-sur-Yon
contact@85.cerfrance.fr
Tél. : 02 51 24 42 42

www.85.cerfrance.fr

Analyse & rédaction :

Emmanuel BIZON - Chargé de références

Franck CHATELIER - Responsable conseil et services

Arthur LOVAT - Conseiller lait

Amélie BOURON - Conseillère volailles

Sébastien RUAU - Conseiller grandes cultures

Réalisation : Cerfrance Vendée

Crédit photos : Freepik - Unsplash - Pixabay



10 000
entrepreneurs

15
agences

450
collaborateurs